



Électeurs opposés à une hausse des dépenses et impôts

Malgré les excédents des budgets publics, une nette majorité des électeurs suisses soutient une politique financière et fiscale modérée. Le maintien du frein à l'endettement fait presque l'unanimité. En revanche, une large majorité des électeurs s'oppose fermement à des hausses des dépenses. Les augmentations d'impôt ne recueillent pas non plus de majorité. Les milieux politiques doivent davantage tenir compte de ces exigences claires.

L'organisation faîtière de l'économie suisse a publié, en collaboration avec l'institut de recherche gfs.bern, son quatrième moniteur financier. Cette étude présente les résultats d'une enquête annuelle sur la politique financière et fiscale de la Suisse. Le moniteur financier mesure, tel un sismographe, les fluctuations de l'opinion publique sur les questions de politique financière et fiscale et sert de repère au monde politique.

Non aux dépenses supplémentaires et aux nouveaux impôts

Huit ans après son introduction, le frein à l'endettement bénéficie toujours d'un large soutien au sein de la population. Près de 90 % des personnes interrogées sont favorables à son maintien. Elles sont aussi 86 % à rejeter la réalisation de nouvelles tâches si celles-ci s'accompagnent de hausses d'impôts. L'augmentation des dépenses ne rassemble de majorité dans aucun domaine de tâches. Pour les citoyens, l'État doit au contraire accomplir ses tâches de manière optimale avec les ressources disponibles. En cas d'excédents budgétaires, 59 % des sondés privilégient le remboursement de la dette et 29 % donnent leur préférence à une réduction d'impôt. Dans le cas de déficits, la priorité va à une réduction des dépenses. Selon Urs Furrer, responsable des questions de politique financière et fiscale chez economie suisse, « le Moniteur financier 2011 confirme l'attitude prudente des Suisses en matière de politique financière et fiscale, malgré les

excédents ».

Divergence avec la politique financière actuelle

L'opinion publique n'approuve pas le relâchement de la discipline budgétaire, ni les nombreux nouveaux impôts envisagés. Ainsi, 84 % des sondés estiment qu'au-delà de la crise financière et fiscale, la propension à dépenser du monde politique a aussi contribué à la forte hausse de l'endettement dans de nombreux États européens. Face à la multitude des défis à relever – le financement futur des assurances sociales et des transports, par exemple – et compte tenu de l'opinion des citoyens, le monde politique doit mener une politique budgétaire restrictive. Les réformes structurelles urgentes doivent être réalisées.

Etude de gfs Berne Moniteur financier 2011